

Boyer, Yves, Lellouche, Pierre et Roper, John. *Pour une nouvelle entente cordiale. La relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité*. Paris, Masson, 1988. 223 p.

Serge Bernier

Volume 20, Number 2, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702524ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702524ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernier, S. (1989). Review of [Boyer, Yves, Lellouche, Pierre et Roper, John. *Pour une nouvelle entente cordiale. La relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité*. Paris, Masson, 1988. 223 p.] *Études internationales*, 20(2), 472–473. <https://doi.org/10.7202/702524ar>

réservé aux deux superpuissances qui disposeraient des moyens d'éluder les attaques de n'importe quelle autre puissance nucléaire moyenne. Même si les rencontres au sommet tenues depuis le congrès de Stockholm ont modifié le ton des relations entre les deux grands, il appert, comme le signale un conférencier que le SDI représente un « déplacement politique de proportion historique ».

Jean-René CHOTARD

*Département de sciences humaines
Université de Sherbrooke, Canada*

EUROPE DE L'OUEST

BOYER, Yves, LELLOUCHE, Pierre et ROPER, John. *Pour une nouvelle entente cordiale. La relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité*. Paris, Masson, 1988. 223p.

Ce deuxième volume dans la série *L'Europe et sa défense* (le premier traitait du couple franco-allemand) et a été préparé par l'Institut français des relations internationales en collaboration avec le *Royal Institute of International Affairs*. Quinze experts des deux côtés de la Manche ont participé à une série de rencontres où ils ont abordé quatre grands thèmes: l'atome et la dissuasion, le dossier des forces classique, l'argent et les armes et, enfin, les perspectives.

Les participants faisaient face à de nombreux problèmes que le titre reflète bien. Si on peut relancer l'entente cordiale, on voit mal comment on pourrait faire de même d'une alliance franco-britannique qui n'existe pas formellement, du moins en ce qui regarde la menace actuelle. Les deux pays sont bien membres de traités multilatéraux (Bruxelles et Atlantique Nord). Mais seul le traité de Dunkerque, signé en 1947 pour une durée de 50 ans,

est un tête-à-tête anglo-français. Or, il est dirigé exclusivement contre l'Allemagne, sans même que ne soit précisé laquelle: il est vrai qu'en mars 1947, au moment de sa signature, un mince espoir restait encore que l'Allemagne divisé soit réunifiée. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce traité d'alliance a besoin d'être actualisé, comme l'écrivent, dans la conclusion, Yves Boyer et John Roper (p. 207) dans la seule mention qui est faite à cet instrument.

À notre avis, il faut surtout retenir de ce travail, comme l'écrit Ian Davidson, le changement de ton (p. 171). En effet, il y a eu consensus pour que l'étude soit entreprise; de plus, les articles sont, en général, positifs tout en étant assez objectifs pour mettre le doigt sur les problèmes et les divergences. Selon Davidson, l'optimisme est cependant trop grand car, en Grande-Bretagne, en affaires militaires, l'allié américain se voit toujours accorder un poids primordial. Et d'ajouter qu'aussi longtemps que les Britanniques ne mettront pas l'Europe en premier, les chances d'améliorer l'entente, entre les deux puissances nucléaires européennes, resteront faibles.

Nous ne souscrivons pas totalement à ce pessimisme. Il est bien entendu que les participants à cette étude ne se sont attaqués qu'à des aspects très limités d'une éventuelle coopération en matière de défense: le nucléaire, les forces classiques, le 'hors zone' (hors de l'Europe), l'acquisition de matériel, par exemple. On ne peut ignorer, non plus, qu'à la base, l'indépendance nationale française et l'atlantisme britannique aient de la difficulté à se réconcilier au niveau de la stratégie et que cette différence d'approche ait créé des habitudes de poids (voir Yves Boyer, p. 29 à 41). Plus particulièrement, les programmes d'armement commun des années 60 n'ont pas eu de suites. Farouk Hussain, pour la partie britannique, et le général Pierre Ména-

teau, pour la française, approfondissent, de façon magistrale, cette question de la co-production d'armement (p. 147 à 167). Au Canada, nous sommes bien placés pour reconnaître, qu'en ce moment même, c'est la compétition franco-britannique qui existe, plutôt que la coopération.

Cependant, il nous apparaît que des points positifs sont déjà bien ancrés. Premièrement, comme on le fait maintes fois remarquer dans cette collection d'articles, la défense de l'Europe, par les Européens, repose, d'abord et avant tout, sur la Grande-Bretagne, la France et la RFA. On reconnaît également que le triangle, déjà fort sur deux côtés (France-RFA et Grande-Bretagne-RFA) doit être complété par une base France-Grande-Bretagne des plus solides. Or, il arrive que la France militaire redevienne de plus en plus européenne (FAR et exercices franco-allemands) alors qu'économiquement et politiquement, la Grande-Bretagne, lentement mais sûrement, s'est liée à l'Europe. Ces constatations se complètent par un élément stratégique récent qui pourrait forcer le rapprochement. En effet, l'IDS exige une réévaluation totale du théâtre européen et les analyses britannique et française des conséquences de l'initiative américaine sur l'avenir de la défense européenne sont assez similaires: si la guerre conventionnelle devient plus probable, la collaboration franco-britannique ne sera-t-elle pas précipitée? De façon plus pratique, le Conseil franco-britannique a ajouté, en 1986, une commission de sécurité où les questions de défense et d'armement seront abordées en commun. Les deux pays font aussi partie du Groupe européen indépendant de programme [G.E.I.P.] qui devrait conduire à une plus grande rationalisation des armements à produire et à utiliser par les Européens.

Pour une nouvelle entente cordiale (oublions le sous-titre) est une excellente mise

à jour de la problématique stratégique-militaire franco-britannique. Malgré les nombreuses répétitions qu'on peut supposer d'un ouvrage collectif portant sur une question somme toute restreinte, le lecteur sera très instruit par certaines approches des experts civils et militaires qui se sont consacrés au débat. La troisième partie sur l'argent et les armes, entre autres, réunit deux auteurs qui nous offrent un excellent tableau de la situation. Jacques Fontanel et Ron Smith, qui ont déjà collaboré dans des articles, couvrent chacun, cette fois-ci, le coût de la défense de leur pays respectif, faisant valoir les avantages et les désavantages financiers des forces nucléaires de chacun ou, encore, des choix nationaux faits entre les forces professionnelles britanniques et les conscrits français qui forment par ailleurs, un pourcentage de moins en moins important de la défense française.

Au total, il faudra retenir la grande valeur de l'effort et, surtout, vivre d'espoir car il nous est toujours apparu que, malgré les différends, Français et Britanniques n'avaient d'autre choix que de s'entendre sur la défense de l'Europe de l'Ouest. Il faudra revisiter, dans une quinzaine d'années, l'allure qu'aura alors prise la coopération militaire franco-britannique. L'entente informelle et désarticulée actuelle aura-t-elle fait place à une alliance vigoureuse ou, tout au moins, à un rapprochement structuré comme nous le souhaitons? Sera-ce le court, le moyen ou le long terme dans un domaine qui, avouons-le, évolue plus ou moins rapidement en fonction du sérieux des événements en Europe?

Serge BERNIER

Ministère de la Défense nationale
Ottawa